

ARRÊTÉ MUNICIPAL
PORTANT PROLONGATION DE LA RÉGLEMENTATION TEMPORAIRE
DE LA CIRCULATION SUR LA VOIRIE COMMUNALE À L'OCCASION DE
TRAVAUX DESSERVANT
L'ensemble de la commune

2024-284

Le Maire de la Ville de MELESSE ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L2212-1 et suivants relatifs à la police municipale et les articles L2213-1 et suivants relatifs à la police de la circulation et du stationnement,

Vu le code de la route, et notamment les articles L411-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police de la circulation et les articles R411-1 et suivants relatifs aux pouvoirs généraux de police,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Vu le code pénal et notamment l'article R610-5,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié et complété,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, et notamment la 8^{ème} partie relative à la « signalisation temporaire »,

Vu la demande de prolongation d'arrêté municipal du 22 août 2024, présentée par l'entreprise Adré réseaux, 18 rue Antarès, 44470 Carquefou, concernant des travaux de détection et géoréférencement de réseaux d'Eaux Pluviales à Melesse,

Considérant que le bon déroulement des travaux de géo-détection par l'entreprise Adré réseaux, du 30 septembre 2024, pour 10 jours, nécessite la réglementation suivante sur l'ensemble de la commune.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Du 30 septembre 2024, pour 10 jours, la circulation est réglementée de la façon suivante :

- Circulation par alternat en demi-chaussée au droit des travaux par gestion manuelle (K10)
- Empiètement sur chaussée
- Véhicules équipés de Tri-Flash
- Le chantier sera mobile

ARTICLE 2 : La signalisation routière correspondante sera mise en place, conformément à la réglementation en vigueur, avant le démarrage des travaux et retirée dès la fin des travaux par Adré réseaux, responsable des travaux.

ARTICLE 3 : La surveillance et la responsabilité des travaux seront assurées par Adré réseaux, qui devra particulièrement veiller à assurer la sécurité des piétons et maintenir une circulation routière sécurisée sur la voie publique.

ARTICLE 4 : Le Directeur Général des Services, le Responsable des Services Techniques et le Policier Municipal de la Mairie de Melesse, le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Betton (Ille-et-Vilaine) et le Directeur de Adré réseaux, seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa notification, d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Rennes (Ille-et-Vilaine) ou par Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Monsieur le Maire peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai.



ARTICLE 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Betton ;
- Le Service départemental d'incendie et de Secours d'Ille-et-Vilaine ;
- Les Services Techniques et Police Municipale de la Mairie de Melesse ;
- Le Réseau de transports Transdev Bretagne (BreizhGo) - Transports scolaires ;
- La Direction régionale des transports Bretagne ;
- Valcobreizh ;
- Adré réseaux.

Affiché le 26 AOUT 2024
Le Maire,
Claude JAOUEN.

Melesse, le 26 août 2024
Le Maire,
Claude JAOUEN.

